

Avis adopté à la séance plénière du 27 octobre 2020

## Favoriser l'engagement civique et la participation citoyenne au service du développement durable

### Déclaration du groupe de la Mutualité

Face aux urgences écologiques et sociales, il nous faut modifier « notre rapport à l'environnement et nos relations humaines », comme nous y invite Boris Cyrulnik.

C'est aussi l'objectif que poursuit notre avis. L'éducation civique et au développement durable à travers l'engagement et la participation citoyenne sont des vecteurs pour y parvenir.

L'avis s'est particulièrement attaché aux objectifs environnementaux, préoccupation majeure de la population.

Pour le groupe de la mutualité, il apparaît comme une évidence que la promotion de la santé environnementale constitue un pilier essentiel de l'éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD).

Cette démarche permettrait de faire des choix de santé éclairés, d'adopter un comportement raisonné et de réduire le niveau d'exposition aux facteurs de risques. La crise sanitaire que nous vivons en est une illustration. Les thématiques abordées en santé environnementale sont nombreuses : qualité de l'air intérieur, réduction des polluants chimiques du quotidien, consommation responsable, agriculture biologique, etc.

Pour le groupe de la mutualité, l'EEDD doit développer une approche transdisciplinaire. Elle doit respecter un cadre méthodologique strict, fondé sur des logiques participatives, pédagogiques et ascendantes.

Informier et sensibiliser l'ensemble des acteurs pour accélérer la prise de conscience, et impliquer les citoyens via les outils de participation citoyenne, est un impératif. Il s'agit de répondre à la demande démocratique des citoyens et des citoyennes et de faire face à leur défiance vis-à-vis des élus et des institutions. Conventions citoyennes, ateliers citoyens ou conférences citoyennes sont autant d'outils qui permettent dialogues et confrontations d'idées.

Le groupe de la mutualité partage les axes de cet avis : c'est par un renforcement des connaissances, des conditions d'une formation accrue à tous les âges de la vie impliquant tous les acteurs de l'éducation, de l'entreprise, associatifs et institutionnels, au plus près des territoires, et en faisant progresser la participation des citoyens et des citoyennes que l'on parviendra à atteindre les objectifs du développement durable.

C'est pour cette raison que la mutualité française propose, dans le cadre de la préparation de son prochain congrès, en parallèle des réflexions menées avec ses militantes et militants, une démarche de démocratie participative inédite impliquant des citoyennes et citoyens.

Le CESE et l'ensemble des acteurs de la société civile organisée ont un rôle prépondérant à jouer.

Le groupe de la mutualité a voté l'avis.